

Rapport 2025 sur la situation de l'état de droit : Contribution du Luxembourg

Ce document fournit la contribution du Luxembourg au rapport annuel sur l'état de droit 2025 de la Commission européenne. Cette contribution s'appuie sur les contributions pour les quatre rapports précédents et ne répète pas les informations fournies dans ces documents. Les ministères et entités suivants ont été impliqués dans la rédaction de ce rapport : Ministère d'État, Service Médias et Communication, Ministère des Affaires intérieures, Ministère de la Justice, Ministère des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et du Commerce extérieur, ce dernier étant chargé de la coordination de cette contribution.

I. Justice system

Please provide information on measures taken to follow-up on the recommendations received in the 2024 Report regarding the justice system (if applicable):

A. Independence

☒ No developments

☐ If there have been developments related to the independence of justice, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

B. Quality of justice

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the quality of justice, please specify which, regarding in particular topics listed below: ...

Nous maintenons nos réponses des rapports précédents et y ajoutons ce qui suit :

En ce qui concerne le projet de création d'une nouvelle gestion électronique des documents pour le nouveau logiciel d'exploitation de la chaîne civile, le marché public a été attribué le 14 novembre 2024 et les travaux de réalisation ont été entamés. La mise en production est attendue pour le 2^e semestre 2025.

Les travaux relatifs à la refonte de l'application métier de la chaîne pénale se poursuivent. Une réalisation par lots successifs est considérée.

Les juridictions administratives ont entamé un projet de développement d'un nouveau logiciel avec pour but de dématérialiser également la procédure administrative ordinaire.

Des projets de loi sont en cours de préparation pour adopter le cadre légal des procédures judiciaires à la digitalisation de la Justice, tant au niveau national qu'eupéen.

Finalement, il est prévu de réaliser un *Proof of concept* pour un nouveau projet d'intelligence artificielle, IA– Aide à la rédaction de jugement (JUAIR) ainsi que d'effectuer une refonte du site internet public de la Justice.

C. Efficiency of the justice system:

☒ No developments

☐ If there have been developments related to efforts to improve the efficiency of the justice system (e.g. as regards length of proceedings), please specify: ...

II. Anti-corruption framework

Please provide information on measures taken to follow-up on the recommendations received in the 2024 Report regarding the anti-corruption framework (if applicable):

A. The institutional framework capacity to fight against corruption (prevention and investigation / prosecution)

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the institutional framework capacity to fight corruption, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

Depuis le rapport sur l'état de droit de 2024, les changements suivants ont eu lieu concernant les autorités chargées de la prévention, de la détection, des enquêtes et des poursuites en matière de corruption (les modifications sont marquées en jaune).

	Human resources	Financial/technical resources
CRF (Cellule de renseignement financier)		228.000€
Magistrates	7	
Analysts	30	
Officials (support staff/civil servants)	7	
IT specialists	5	
The Investigative Offices:		144.494.523€ (this is a global amount for the judicial services)
Luxembourg	1 Head Investigative Judge	
	16 Investigative Judges	
Diekirch	1 Head Investigative Judge	
	2 Investigative Judge	
General Prosecutor's Office and State Prosecutor's Office:		
Arrondissement Luxembourg		
General Prosecutor's Office	18	

State Prosecutor's Office	43	
Arrondissement Diekirch		
State Prosecutor's Office	8	
Judicial Police:		398.320.104€
Judicial Police's AML/CFT Section	30	(this is a global amount)
Judicial Police's International Mutual Legal Assistance Section	15	

S'y ajoutent 4 fonctionnaires stagiaires de l'Entraide judiciaire internationale et 3 fonctionnaires stagiaires au service anti-blanchiment.

Concerning the draft law¹ and the draft Grand-Ducal Regulation² to introduce ethical principles applicable to municipal councilors in the exercise of their functions and strengthen transparency in the exercise of local politics and administration, the opinion of the Council of State has been received on the 12th of November 2024. The ministry of Home Affairs is drafting amending proposals. The Government hopes that it would be possible to adopt the draft law and regulation in 2025.

B. Prevention

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the prevention of corruption, please specify which, in particular regarding topics listed below:

Les codes de déontologie des membres du Gouvernement et des conseillers qui sont adjoints au Gouvernement ont subi une série d'adaptations ayant pour objet, d'une part, de préciser et de renforcer les obligations qui pèsent sur eux, et d'autre part, les moyens de contrôle du comité de déontologie.

Conflits d'intérêts : renforcement

L'article définissant le conflit d'intérêts a été complété de **phrases supplémentaires**, inspirées de la loi française Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, afin de renforcer le volet préventif et curatif des obligations pesant sur les membres du Gouvernement et leurs conseillers adjoints :

« (...) Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.

Tout membre du Gouvernement qui constate qu'il s'expose à un conflit d'intérêts prend immédiatement les mesures nécessaires pour y remédier. Lorsqu'il se trouve dans une telle situation, il s'abstient d'adresser des instructions et de participer aux délibérations ainsi qu'aux décisions. »

¹ <https://legilux.public.lu/eli/dl/pl/2022/224>

² <https://legilux.public.lu/eli/dl/pr/2022/225>

Déclaration d'intérêts - liste transmise par le Premier ministre au comité de déontologie : renforcement

Les obligations de déclaration au comité de déontologie, incombant aux membres du Gouvernement avant leur nomination, ont été précisées et complétées au niveau des informations relatives à la situation d'endettement personnelle dépassant le seuil de 100.000 euros.

En effet, il ne suffit plus d'indiquer que l'on se trouve dans une telle situation d'endettement, mais d'indiquer pour toutes les dettes personnelles et indivises du concerné, le créancier, la cause et le montant de la dette.

Par ailleurs et surtout, le comité de déontologie est habilité à demander tout renseignement supplémentaire sur la situation patrimoniale en relation directe avec les éléments repris sur la liste du concerné.

Registre des entrevues – lobbying : accélération de la mise en ligne

Afin d'accélérer tant l'inscription que la publication des entrevues éligibles lors desquelles une prise d'influence sur des propositions législatives et/ou réglementaires a été exercée, les secrétariats ministériels renseignent directement les données relatives aux entrevues dans la plateforme existante du Ministère d'État. Le Ministère d'État reste en charge du contrôle et de la publication de ces données.

Formation continue : contrôle

Les supports de cours suivis par les membres du Gouvernement au cours de leur mandat sont à communiquer au comité de déontologie afin de lui permettre d'en contrôler la conformité par rapport aux exigences du code de déontologie.

Rôle et missions du comité de déontologie : renforcement

D'**importantes précisions** destinées à renforcer encore davantage l'exercice des missions dévolues au comité de déontologie ont été inscrites à l'endroit de l'article 27 en faveur du comité de déontologie. Ainsi, le comité est autorisé à demander des explications écrites aux membres du Gouvernement et aux conseillers en relation avec toutes les obligations résultant des dispositions du code de déontologie. Il peut encore entendre toute personne qu'il juge utile et faire appel à des experts. Les frais et indemnités y relatifs sont pris en charge par l'État. Dans ces cas, le secrétariat procède aux convocations nécessaires. Il peut également demander la production de tous pièces, documents ou informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Finalement, tout manquement aux règles du code d'un membre de Gouvernement constaté par le comité est signalé au membre du Gouvernement concerné. Un délai approprié lui est accordé pour y remédier. Si les manquements persistent au-delà du délai imparti, un communiqué relatant les manquements est publié sur le site internet du Gouvernement.

Tel qu'indiqué dans nos contributions des années précédentes, un projet de loi a été déposé à la Chambre des députés en date du 20 juillet 2022 (dossier parlementaire n° 8052). Ce projet, en cours de procédure législative a pour objet notamment de définir des principes déontologiques afin de « guider l'action des élus locaux, tout en leur offrant les moyens utiles pour éviter les situations donnant lieu à des conflits d'intérêts, par analogie aux autres mandataires politiques au niveau des institutions nationales ». Le conseil d'Etat a émis son avis en date du 12 novembre 2024 et des travaux d'amendements sont actuellement en cours.

De plus, nous pouvons vous informer qu'un nouveau projet de loi (dossier parlementaire n° 8421) a été déposé en date du 24 juillet 2024. Ce projet de loi aura comme but de « ... mettre en place un cadre législatif complet qui permet aux journalistes de contribuer au débat public de manière effective. L'objectif de cette modification est de clarifier l'accès aux informations publiques en reconnaissant le rôle particulier des journalistes professionnels et en soulignant leur besoin d'un accès aux informations pour remplir leur mission d'intérêt général. Le droit de rechercher des informations implique que le journaliste puisse accéder dans certaines conditions aux documents et informations détenus par les institutions publiques. À cette fin, le projet de loi instaure non seulement une obligation de fournir aux journalistes professionnels les documents requis, mais introduit aussi une définition du terme « document », qui englobe désormais toute information disponible enregistrée sous quelque forme que ce soit, rédigée ou reçue et détenue. Il est précisé que les organismes devront tenir compte des besoins particuliers des journalistes professionnels. Afin de permettre à ces derniers d'effectuer leurs recherches dans le contexte de l'actualité, une priorité devra donc être accordée aux demandes des journalistes lors du traitement des demandes de communication. (...) ». Tout en reconnaissant le rôle crucial des médias dans une société démocratique, le projet de loi vise à « garantir que les journalistes disposent des outils nécessaires pour remplir leur mission de manière efficace et éthique/déontologique. »

En ce qui concerne le volet de la protection des lanceurs d'alerte, l'Office des signalements informe et aide, conformément aux articles 9 et 13 de la Loi du 16 mai 2023 portant transposition de la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union (ci-après la « loi du 16 mai 2023 »), toute personne souhaitant effectuer un signalement interne ou externe, en lui précisant les procédures à suivre. En 2024, l'Office a également continué ses activités de sensibilisation à l'égard des entités soumises aux obligations relatives à l'établissement des canaux et procédures pour le signalement interne et leur suivi. L'Office a également commencé, en étroite collaboration avec les autorités compétentes, à effectuer des contrôles desdits canaux et procédures. Les travaux relatifs à une campagne de sensibilisation des personnes susceptibles d'effectuer des signalements ont également progressé, permettant notamment le lancement d'une brochure, d'une vidéo explicative et d'autres supports de sensibilisation au premier semestre 2025.

Pour ce qui est des statistiques relatives aux signalements reçus sur base de la loi du 16 mai 2023, l'Office des signalements collecte « les informations nécessaires à l'établissement du rapport annuel » en collaboration étroite avec les autorités compétentes et les autorités judiciaires conformément à l'article 9 de ladite loi. Ces informations couvrent notamment les statistiques sur le nombre de signalements reçus et le nombre d'enquêtes et de procédures engagées ainsi que leur résultat. Les statistiques sont collectées sur base du questionnaire fourni par la Commission européenne en application de l'article 27, paragraphe 2, de la Directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union. Ainsi, conformément aux demandes de la Commission européenne, l'Office transmettra ces statistiques en mi-mai 2025 à la Commission européenne et peut les rendre disponible en même temps dans le cadre des échanges concernant le rapport sur l'état de droit 2025.

C. Repression

☐ No developments regarding the repression of corruption

☒ If there have been developments related to the repression of corruption, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

Veillez trouver ci-dessous les statistiques concernant le nombre d'investigations, de poursuites et des jugements définitifs.

Affaires judiciaires nouvelles de l'année de référence (dont les affaires de blanchiment d'argent) :

Année*	Total
2020	29 (4)
2021	22 (3)
2022	28 (4)
2023	31 (4)
2024	9 (3)

**Par année de prise en charge de l'affaire.*

Source : Affaires nationales, JUCHA, Extraction 6.01.2025

Etat des affaires nouvelles (dont les affaires de blanchiment d'argent)* :

Statut / Année**	2020	2021	2022	2023	2024
Enquêtes en cours	4 (2)	5 (3)	13 (3)	13 (4)	8 (3)
Ad Acta	20 (2)	17 (0)	13 (1)	16 (0)	1 (0)
Jugements	5 (0)	0 (0)	2 (0)	2 (0)	0 (0)

**Mise à jour de 2020-2024, Statut au 6/1/2025.*

***Par année de prise en charge de l'affaire.*

Source : Affaires nationales, JUCHA, Extraction 6.01.2025

Décisions de justice rendues en 2024 statuant sur le fond de l'accusation : 5

dont

- jugements des tribunaux d'arrondissement : 2
- arrêts de la Cour d'appel : 3

dont

- condamnations : 5
- acquittements : 0

dont

- définitives : 4
- non définitives : 1

Condamnations définitives pendant l'année de référence (dont les condamnations de blanchiment d'argent) :

Année*	2020	2021	2022	2023	2024
Personnes physiques	2 (2)	1 (0)	6 (3)	3 (0)	4 (1)
Personnes morales	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)

**Par année de décision.*

Source : Casier judiciaire, JUCHA, Extraction 6.01.2025

III. Media pluralism and media freedom

Please provide information on measures taken to follow-up on the recommendations received in the 2024 Report regarding media pluralism and media freedom (if applicable):

A. Media authorities and bodies³

☒ No developments

☐ If there have been developments related to media authorities and bodies, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

B. Safeguards against government or political interference and transparency and concentration of media ownership

☐ No developments

☒ If there have been developments related government or political interference or transparency and concentration of media ownership, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

Tel que prévu par l'accord de coalition, le processus de révision de la réglementation applicable aux médias électroniques ainsi que des compétences de l'Autorité Luxembourgeoise Indépendante de l'Audiovisuel (ALIA) a été entamé. Dans ce contexte, un cycle de conférences a été organisé par le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (« SMC ») en collaboration avec l'Université du Luxembourg permettant aux acteurs concernés d'y participer et de donner leur avis sur les différentes thématiques abordées. A la suite de ces conférences ayant pris fin en décembre 2024, les chercheurs de l'Université du Luxembourg rendront un rapport reprenant les différents points et avis partagés durant ces conférences.

L'objectif principal de la réforme de la loi sur les médias électroniques est d'assurer une régulation efficace et adaptée aux réalités actuelles et futures du paysage médiatique. Cette réforme vise à moderniser le cadre juridique pour mieux répondre aux évolutions technologiques et aux nouvelles pratiques de consommation des médias. En outre, elle permettra la mise en œuvre du règlement européen sur la liberté des médias.

C. Framework for journalists' protection, transparency and access to documents

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the framework for journalists' protection or transparency/access to documents, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

L'accord de coalition 2023-2028 souligne que « Le Gouvernement s'engage à renforcer la protection des journalistes contre les actes de violence physique et les tentatives d'intimidation. Cette démarche vise à instaurer un environnement sûr et propice à la libre expression et à la démocratie. ».

En 2024, aucune alerte active sur la plateforme pour la sécurité des journalistes du Conseil de l'Europe n'a été signalisée.

Un groupe de travail au sujet de la sécurité des journalistes a été mis en place. Il est composé de représentants du ministère de la Justice, du ministère des Affaires étrangères, du Service des médias,

³ Cf. Article 30 of Directive 2018/1808.

de la connectivité et de la politique numérique, du Service Information et presse, du Conseil de presse et de l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels. Le déclin de la confiance dans le journalisme professionnel a été identifié comme risque majeur. Un plan d'action national sur la sécurité des journalistes est en cours de rédaction.

En outre, une hausse du subside accordée au Conseil de presse de l'ordre de + 13% a été annoncée, afin de soutenir la professionnalisation de cet organe représentatif du paysage médiatique du Luxembourg.

Par ailleurs, le projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique introduisant un droit d'accès à l'information pour journalistes (<https://www.chd.lu/fr/dossier/8421>) a été déposé dans le but de faciliter le travail des médias. Le projet de loi vise à clarifier l'accès aux informations publiques en reconnaissant le rôle particulier des journalistes professionnels et en soulignant leur besoin d'un accès aux informations pour remplir leur mission d'intérêt général. Il instaure non seulement une obligation pour les entités publiques de fournir aux journalistes professionnels les documents requis, mais introduit aussi une définition du terme « document », qui englobe désormais toute information disponible enregistrée sous quelque forme que ce soit, rédigée ou reçue et détenue. Il est précisé que les organismes devront tenir compte des besoins particuliers des journalistes professionnels. Afin de permettre à ces derniers d'effectuer leurs recherches dans le contexte de l'actualité, une priorité devra ainsi être accordée aux demandes des journalistes lors du traitement des demandes de communication. Le projet de loi vise également à aligner le cadre légal national avec la convention du Conseil de l'Europe sur l'accès aux documents publics (convention de Tromsø).

Finalement, un bilan sur l'application des régimes d'aides au journalisme professionnel a été effectué sur base d'une consultation des bénéficiaires de l'aide à la presse et des organismes représentatifs de la presse et des journalistes. Il est publié sur: <https://download.data.public.lu/resources/bilan-de-la-loi-du-30-juillet-2021-relative-a-un-regime-daides-en-faveur-du-journalisme-professionnel/20241015-173157/bilan-loi-du-30-juillet-2021.pdf>. L'analyse a confirmé l'impact positif de la loi tout en relevant le besoin d'adaptations ponctuelles. Des adaptations sont proposées par le Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique tant pour préciser certaines dispositions de la loi que pour ajuster des mécanismes financiers afin de réaliser au mieux les objectifs de la loi, à savoir le maintien à long terme d'un environnement médiatique pluraliste et propice à la liberté d'expression au Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce même objectif, il est prévu d'introduire une aide *de minimis*, un soutien complémentaire aux trois régimes existants pour favoriser la concrétisation de projets variés, innovants et de moindre envergure.

Le Gouvernement a rencontré à plusieurs reprises le Conseil de la Presse pour discuter de sa principale demande pour un accès « privilégié » juridiquement contraignant aux informations et aux documents dans des délais plus courts.

Un projet de loi (Doc. Parl. 8421) a été envoyé au Parlement à mi-2024 :

Projet de loi sur la promotion du journalisme professionnel et du débat démocratique, portant modification : 1° de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ; 2° de la loi modifiée du 14 septembre 2018 relative à une administration transparente et ouverte ; 3° de la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel.

Le projet de loi, qui a déjà été discuté dans la commission parlementaire respective en octobre 2024, est maintenant en suspens jusqu'à ce que l'avis du Conseil d'État soit disponible.

En reconnaissant le rôle crucial des médias dans une société démocratique, le projet de loi vise à garantir que les journalistes disposent des outils nécessaires pour exercer leur travail de manière efficace.

Selon l'exposé des motifs du projet de loi, le Gouvernement entend mettre en place un cadre législatif complet qui permet aux journalistes de contribuer efficacement au débat public.

L'objectif de la modification de la loi actuelle est de clarifier l'accès à l'information publique en reconnaissant le rôle spécial des journalistes professionnels et en soulignant leur besoin d'accès à l'information pour accomplir leur mission d'intérêt public.

Le droit de rechercher des informations implique que les journalistes doivent pouvoir accéder aux documents et informations détenus par les autorités publiques sous certaines conditions.

À cette fin, le projet introduit non seulement une obligation de fournir aux journalistes professionnels les documents requis, mais aussi une définition du terme « document », qui englobe désormais toute information enregistrée sous quelque forme que ce soit, écrite, ou reçue et détenue. Il est précisé de prendre en compte les besoins des journalistes professionnels pour leur permettre de mener leurs recherches dans le contexte de l'actualité, la priorité doit être donnée aux demandes des journalistes lors du traitement des demandes d'accès.

IV. Other institutional issues related to checks and balances

Please provide information on measures taken to follow-up on the recommendations received in the 2024 Report regarding the system of checks and balances (if applicable): ...

A. The process for preparing and enacting laws

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the process for preparing and enacting laws, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

Dans le cadre de la réforme de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, un cycle de conférences a été organisé par le Service des médias, de la connectivité et de la politique numérique (« SMC ») en collaboration avec l'Université du Luxembourg permettant aux acteurs concernés d'y participer et de donner leur avis sur les différentes thématiques abordées :

- Conférence 1 : « Réformer les médias : de nouveaux enjeux et défis pour le Luxembourg ? »
- Conférence 2 : « Les influenceurs et les créateurs de contenus : Ont-ils tous les droits ? »
- Conférence 3 : « L'utilisation de l'IA dans les contenus journalistiques »
- Conférence 4 : « Anonymat, incitation à la violence et à la haine sur le internet : Jusqu'où va la liberté d'expression ? »
- Conférence 5 : « La désinformation : Une menace pour la démocratie ? ».

Le cycle de conférences a été interactif au travers de discussions menées par un panel différent pour chaque conférence et au travers de l'utilisation d'une application interactive « slido », ayant permis de récolter les avis du public, permettant de faire des propositions concrètes dans le cadre des travaux préparatoires en vue de la réforme.

Suite à la révision de la Constitution entrée en vigueur en date du 1er juillet 2023, dans le cadre de laquelle des objectifs à valeur constitutionnelle ont été inscrits dans la Constitution, la fiche d'évaluation d'impact qui doit obligatoirement accompagner tout un avant-projet de loi ou de règlement grand-ducal (cf. ROL 2020 – Input from Luxembourg, p. 23) a été complétée par une nouvelle rubrique pour refléter l'impact de la mesure législative ou réglementaire sur un éventuel objectif à valeur constitutionnelle.

Jusqu'au 4 décembre 2024, 78 sur 194 règlements grand-ducaux furent adoptés selon la procédure d'urgence (soit un pourcentage de 40,21%), c'est-à-dire adoptés sans avoir été avisés au préalable par le Conseil d'État. Il convient cependant de noter que sur ces 78 règlements adoptés selon la procédure d'urgence, 58 concernent des urgences strictement liées à la circulation routière, telle la fermeture provisoire et urgente d'une route.

B. Independent authorities

☐ No developments regarding independent authorities

☒ If there have been developments related to independent authorities, please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

La loi du 21 novembre 2008 portant création d'une Commission consultative des Droits de l'Homme au Grand-Duché du Luxembourg a doté la Commission d'un statut légal, lui conférant le même rang formel que le Médiateur, l'OKaJu ou encore le Centre pour l'Égalité de Traitement.

Cette loi précise aussi les missions de la Commission consultative des Droits de l'Homme (CCDH). Elle dispose

- que le Gouvernement demande l'avis de la CCDH pour tous les projets intéressant les droits humains ;
- le principe de l'auto-saisine pour toutes les questions jugées opportunes par la CCDH ;
- que le Gouvernement transmet les avis de la CCDH relatifs à des projets ou propositions de loi à la Chambre des Députés et au Conseil d'Etat, ce qui leur confère le statut de document parlementaire. La commission parlementaire en charge de l'analyse d'un projet de loi tient compte, au cours de ses travaux, des propositions émises par la CCDH par rapport à ce projet.

Dans ce contexte, il est prévu de renforcer la neutralité et l'indépendance de la Commission consultative des Droits de l'Homme en la rattachant directement à la Chambre des Députés. À cette fin, une modification législative sera introduite dans la procédure législative pendant le premier trimestre de l'année 2025.

Par ailleurs, une proposition de loi est en phase de finalisation qui a d'un côté pour objet de regrouper les dispositions légales relatives à l'Ombudsman, l'*Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher* (OKAJU) et le Centre pour l'égalité de traitement (CET) dans un seul texte avec des dispositions communes, et de l'autre côté de leur accorder de nouveaux droits et moyens conformément aux demandes formulées

par ces trois organismes. A cours d'une récente réunion, le Bureau de la Chambre des Députés a pris la décision de principe de continuer dans cette voie. Le Bureau s'est également prononcé en faveur du rattachement de la Commission consultative des droits de l'homme à la Chambre.

C. Accessibility and judicial review of administrative decisions

☐ No developments

☐ If there have been developments related to the accessibility and judicial review of judicial decisions please specify which, in particular regarding topics listed below: ...

D. The enabling framework for civil society

☐ No developments

☒ If there have been developments related to the enabling framework for civil society, please specify which, regarding topics listed below: ...

La Loi du 8 juillet 2024 portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias introduit un droit de réponse en ligne, afin d'assurer que toute personne physique ou morale et toute association, citée nominativement ou implicitement désigné dans une publication en ligne, ait le droit de requérir la diffusion gratuite d'une réponse également dans les supports en ligne et non pas uniquement dans la presse imprimée.

La Loi du 12 août 2022 portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » dispose que le Média de service public met en place un conseil des auditeurs, composé de membres du public, permettant d'instaurer le dialogue avec le public. Le conseil des auditeurs a pour mission de fournir un retour informé et critique du public sur l'accomplissement par le MSP 100,7 de sa mission de service public. Le Conseil des auditeurs s'est réuni à plusieurs reprises tout au long de l'année 2024.

À la suite de l'affaire Caritas, les ministres compétents procéderont à une analyse approfondie des règles financières et de gestion dans l'ensemble du secteur d'ici le printemps 2025. Cette démarche vise à renforcer et à garantir la confiance du public. Dans ce contexte, des entretiens ont déjà eu lieu entre les ministres concernés et certains acteurs du secteur.

E. Initiatives to foster a rule of law culture

☐ No developments

☐ If there have been developments related to initiatives to foster a rule of law culture, please specify which, (e.g. debates in national parliaments on the rule of law, public information campaigns on rule of law issues, contributions from civil society, education initiatives, etc.): ...